

LA FONDATION DE LA FAMILLE J.W. MCCONNELL

Allocution à la Conférence Annuelle de Ingénieurs sans Frontières (ISF)

Discours prononcé par

Tim Brodhead

Président-directeur général de La fondation de la famille J.W. McConnell

Calgary, Alberta

26 janvier 2007

Je m'adresse à vous aujourd'hui en tant que personne ayant passé deux ans à l'étranger en affectation pour CUSO et qui découvre, 25 ans plus tard, avoir eu une carrière en « développement international », un domaine dont j'ignorais l'existence en m'engageant pour l'Afrique de l'Ouest. Si longévité signifie savoir-faire, il semblerait donc que je sois un « expert ».

Or, il n'en est rien et, en matière de développement international, je ne crois pas qu'il existe d'expert. Je me décrirais plutôt comme un « travailleur du développement » désillusionné qui a découvert une vérité – que pour amener le changement, je ne m'y connais guère. Alors, que puis-je vous apporter aujourd'hui?

Je vois George et Parker froncer les sourcils : oh non! pensent-ils, il va mettre des bâtons dans les roues de ISF. Eh bien, non. C'est dans un sens positif que j'emploie le mot « désillusionné ». Je n'ai pas perdu espoir, je ne suis pas devenu cynique et je ne pense pas que les programmes d'aide jettent l'argent des contribuables dans un gouffre. Je veux simplement dire que j'ai perdu quelques-unes de mes illusions d'antan. Et, dans cet esprit d'enquête qui caractérise bien ISF, je vais aborder certaines de ces illusions et expliquer pourquoi il nous faut tous les abandonner si nous espérons effectivement avoir un impact dans ce domaine exigeant.

On dit qu'une époque se termine quand s'épuisent les illusions qui l'ont bercée. Je crois qu'en ce sens nous sommes effectivement à la fin d'une époque et qu'il faut nous en réjouir, car nous raccrocher à nos illusions peut seulement nous empêcher de nous engager dans le monde tel qu'il est. Dans les premières lignes de son célèbre roman sur la Révolution française intitulé *Un Conte de deux villes*, Charles Dickens écrit cette phrase remarquable : « C'était l'époque la meilleure et la pire... ». L'ancien ordre s'effondrait et un nouveau était en train de naître. Peut-être pas la meilleure des périodes pour un aristocrate, un des privilégiés, mais – nous le reconnaissons maintenant – un grand pas en avant pour les serfs et les sans-culottes – les masses défavorisées.

Je vais vous parler de trois illusions que j'ai emportées avec moi et auxquelles je me suis accroché comme à un radeau de sauvetage, jusqu'à ce que je commence à m'apercevoir qu'au lieu de me soutenir elles me retenaient.

La première illusion est que le progrès est inévitable. Croire que l'Histoire se déroule linéairement, en offrant toujours plus de possibilités et un plus grand bien-être, est une importante source de réconfort. C'est une illusion à laquelle nous, Nord-Américains, sommes particulièrement enclins, étant donné notre approche de la vie, pratique et axée sur la résolution de problèmes. Ironiquement, elle a atteint son expression la plus entière et la plus présomptueuse dans un ouvrage publié en 1992 sous le titre *The End of History* et rédigé par un universitaire américain et conseiller politique du nom de Francis Fukuyama. Celui-ci soutient qu'après la chute de l'Union soviétique et en raison de la mondialisation croissante de l'économie l'Histoire est enfin parvenue à sa destination : l'adoption universelle du capitalisme et de la démocratie libérale. Finies les idéologies – ou plutôt une seule idéologie – et donc finis les conflits. C'était avant le 11 septembre et Al-Qaeda, avant la propagation du conflit au Moyen-Orient, avant un certain nombre d'autres événements qui portent à croire que nous n'en avons pas encore terminé avec l'Histoire!

En partant pour l'Afrique, il y a trente ans, j'étais réconforté par la conviction que la situation s'améliorerait inexorablement. Je voulais participer au processus, contribuer à la marche rapide de l'Histoire, pour ainsi dire, et en bénéficier. Évidemment, il pourrait y avoir des contretemps mais, globalement, nous nous dirigeons forcément vers des jours meilleurs, du moins pour la plupart des gens. Puisque l'ère du colonialisme était révolue, le développement triompherait de la pauvreté et la démocratie libérerait du joug de l'oppression. Bien sûr, nous avons constaté des changements positifs, mais personne ne peut prétendre sérieusement que l'Afrique dans son ensemble est aujourd'hui en meilleure situation qu'à cette époque. Il s'avère que le progrès n'a rien d'inévitable. Nous n'avons tout simplement pas prévu la pandémie de VIH/SIDA, les États non viables, les gouvernements génocidaires ou « l'aide » bien intentionnée mais à mauvais escient.

Toutefois, direz-vous, globalement la proportion de personnes totalement démunies diminue dans le monde. D'une façon générale, en raison de la croissance économique dans certaines régions d'Asie, cela est vrai. En regardant de plus près, cependant, la répartition de la richesse à l'intérieur des pays, vous constatez un écart grandissant entre la prospérité de ceux qui tirent profit de la croissance économique et la pauvreté de ceux qui en sont écartés. Et la disparité économique prend aussi de l'ampleur dans les pays riches. Encore aujourd'hui, quelque 2,7 milliards de personnes – plus de la moitié de la population du monde en développement – vivent avec moins de 2 \$ par jour; et 793 milliardaires, selon Forbes, possèdent des actifs équivalents à un cinquième du PIB des États-Unis (dans les trois dernières années, d'ailleurs, leur nombre a augmenté de 66 % et leur actif global net de 86 %). Il n'y a aucun doute que l'Inde et la Chine s'enrichissent – rapidement – mais, selon Branko Milanovic, économiste à la Banque mondiale, les inégalités grandissantes à l'intérieur de ces deux pays neutralisent toute réduction de l'inégalité mondiale qu'aurait pu favoriser la croissance

générale de l'Inde et de la Chine. Prenons simplement Shanghai : six millions de migrants défavorisés provenant de l'arrière-pays ont afflué dans la ville, cherchant désespérément à bénéficier de la nouvelle richesse qui s'y crée, et leur nombre croît de jour en jour et préoccupe considérablement le gouvernement chinois.

Est-ce important, pour peu que la disparité à l'échelle de la planète entre le soi-disant monde « développé » ou riche et le monde pauvre ou « en développement » se déplace? Selon la plupart des études, la cause du ressentiment et par conséquent de l'instabilité n'est pas le niveau absolu de pauvreté dans une société mais plutôt son niveau relatif – l'écart visible entre ce qu'une minorité de personnes possèdent et ce qui manque à leurs voisins, beaucoup plus nombreux. C'est alors que ces derniers se demandent pourquoi ils sont pauvres et doivent lutter pour survivre et si le système qui crée et alimente ces disparités est juste ou légitime. Et si des personnes ont l'impression que des possibilités existent pour certains mais qu'elles en sont exclues, les fondations sont en place pour le ressentiment, la colère et la violence. C'est le cas en Chine, en Inde, au Mexique – ou dans les banlieues de Paris ou de Rome.

La croissance économique est évidemment un volet de la solution, mais elle ne suffit pas. Le capitalisme peut être le meilleur régime inventé jusqu'à présent pour allouer efficacement les ressources et produire de la richesse, mais même ses plus ardents défenseurs ne prétendent pas qu'il peut répartir la richesse équitablement. C'est au gouvernement qu'il incombe de créer l'égalité des chances, de préparer la voie par sa réglementation et ses lois pour assurer le fonctionnement des marchés, et de veiller à ce que, à un certain niveau minimal, les besoins essentiels des citoyens soient satisfaits. Quand le régime politique n'assume pas cette responsabilité, ou qu'il sert uniquement les puissants – comme c'est actuellement le cas dans de nombreuses régions du globe – il en résulte instabilité et violence.

Cependant, si l'idée que le progrès est inévitable, que le changement socio-économique ne peut être que bénéfique est illusoire, que pouvons-nous en conclure? Certainement pas qu'il faudrait abandonner l'objectif d'améliorer la vie de nos semblables, mais abandonner plutôt l'idée que la situation peut se corriger d'elle-même, sans implication active de notre part. Il faut en conclure que nous devons nous engager à créer ce monde meilleur et faire preuve de persévérance; non pas un projet de deux ans, mais l'engagement de toute une vie. Nous pouvons nous réjouir de constater que la pauvreté absolue est en baisse ainsi que la mortalité infantile, et que l'espérance de vie et les taux de scolarisation des filles s'améliorent, mais nous devons aller plus loin. Autrement, un niveau de vie généralement plus élevé ne fera que masquer la réalité de l'inégalité, du désespoir et de la violence en croissance constante.

La deuxième illusion est la notion que le « développement » ne concerne que les autres, pas nous. Nous pensons, et certains le pensent encore, que le monde était divisé entre les pays riches, « développés », et les pays pauvres, « sous-développés ». Le développement avait pour but de fournir aux défavorisés les compétences, les technologies et le capital qui leur permettraient de devenir comme nous. Nous ne nous

demandions pas combien de temps il leur faudrait pour atteindre notre niveau, ou si l'écosystème arriverait à soutenir des milliards d'autres personnes consommant énergie et ressources au rythme des populations des pays de l'OCDE.

De nos jours nous voyons quotidiennement des signes que le changement nous affecte aussi, qu'il résulte du réchauffement climatique, de la concurrence économique des pays du Pacifique, de l'éducation plus poussée qu'exige une économie du savoir, de l'évolution démographique, notamment le vieillissement de la population et le faible taux de natalité, ou d'autres facteurs. Notre réaction – assez naturelle – est d'abord de nier l'importance de ces changements, puis de chercher une solution simple (habituellement à l'aide de la technologie) et enfin d'exiger que quelqu'un d'autre règle le problème pour que nous puissions continuer à jouir de notre précieux *statu quo*. L'ennui est que le *statu quo* n'est plus une option et, plus nous nous efforçons de le consolider, moins d'énergie et de ressources nous pouvons consacrer à trouver une meilleure solution.

Selon les économistes, le PIB par habitant dans les pays pauvres n'approchera pas celui de l'Amérique du Nord ou de l'Europe avant 2100. Plus important encore, la crise énergétique mondiale et les changements environnementaux prouvent que la consommation de ressources au rythme nord-américain est irréaliste. Comme nous ne pouvons espérer que les pauvres acceptent indéfiniment une situation où un cinquième de l'humanité possède quatre cinquièmes de la richesse mondiale, nous aussi devons nous adapter. À l'heure actuelle, de nombreux Canadiens en sont encore au stade du déni (quoique, sur le plan de la conscience de l'environnement, au moins, ils évoluent rapidement). Or, admettons-le, notre richesse relative n'a pas réussi à nous rendre plus heureux, ou même plus épanouis. Malgré la remarquable croissance de notre économie au cours des 25 dernières années, des sondages révèlent que nous ne sommes pas plus satisfaits de notre existence ou moins stressés. La consommation sans retenue ne remplace pas, semble-t-il, le sentiment d'utilité dans la vie et de saines relations. Bon nombre de personnes cherchent d'autres sources de satisfaction, un meilleur équilibre entre le travail et leur vie personnelle, un ensemble de valeurs qui ne soient pas basées sur le consumérisme. Dans un monde où quinze pour cent de la population consomme une part disproportionnée des ressources mondiales, voilà certainement un élément positif. Il ne faudrait pas nous leurrer, toutefois, en croyant que ce sera facile et sans douleur à court terme. Notre engagement à l'égard d'un avenir durable et sain consiste, en partie, à aider les Canadiens à situer leur expérience dans un contexte planétaire. Au lieu de craindre et de combattre le changement, il faut chercher les possibilités qu'il crée pour améliorer non seulement la vie d'autrui mais aussi la nôtre. Et si nous travaillons avec des Africains et d'autres, c'est aussi pour apprendre d'eux, pour puiser dans leur vitalité, la simple joie de vivre et le courage qu'ils manifestent, la primauté qu'ils réservent à la famille et à l'amitié et l'importance qu'ils accordent aux enfants et aux vieillards.

Une dernière illusion, particulièrement séduisante pour les Canadiens pour des raisons évidentes, concerne le rôle du Canada en soi. L'image du Canadien bien accueilli partout à cause de la feuille d'érable épinglée à sa boutonnière ou cousue sur son sac à

dos est un de nos mythes nationaux les plus chers. Et sur le plan personnel, c'est encore assez vrai. Mais l'époque où le Canada était apprécié de tous comme le précieux intermédiaire, le généreux fournisseur d'aide étrangère, le *boy scout* international sans bagage colonial est révolue. Cette réputation existait à cause de notre énorme contribution à la victoire lors de la Deuxième Guerre mondiale, de notre politique étrangère relativement robuste dans les années 50, 60 et 70, de notre héritage biculturel et de notre programme d'aide éclairé et plutôt libéral.

Toutefois, comme l'ont remarqué plusieurs observateurs, ce n'est plus le cas. Le Canada a perdu cette réputation. Notre économie est passée du 7^e au 11^e rang mondial, nous avons laissé nos forces armées s'atrophier et, après une série de compressions, notre programme d'aide n'est pas seulement mesquin, mais largement considéré comme étant confus et inefficace. Maintenant il nous faut travailler à inspirer le respect, non pas nous croiser les bras et l'accepter comme un dû. Un moyen de mériter ce respect consiste à relever le défi que nous posent souvent nos amis et partenaires d'outre-mer : « Comment pouvez-vous nous aider si vous ne vous intéressez pas au développement dans votre propre pays, la pauvreté, l'analphabétisme, l'itinérance et – surtout – la négligence honteuse de vos peuples autochtones.

Ce dernier point, le désespoir présent dans un si grand nombre de communautés indigènes, est notre honte nationale. La principale cause du décès des jeunes autochtones, surtout de sexe masculin, est le suicide. Dans certaines communautés, le taux de suicide chez les enfants et les adolescents est de dix pour cent ou plus. Pensez à ceci : si nous prévoyions que dix pour cent des quelque deux cent cinquante hommes ici présents s'enlèveraient la vie dans les douze prochains mois, nous contenterions-nous de nous demander s'il y a lieu d'agir? Non, car ce serait une tragédie nationale, un scandale.

La question que je me pose à la vue du monde actuel – face aux menaces sans précédent associées au réchauffement climatique, à la capacité destructrice autrefois inimaginable que possèdent de petits groupes grâce à la technologie, à l'instabilité et à la violence provoquées par un changement économique qui élargit l'écart entre ses bénéficiaires et ses victimes – est celle-ci : quelle forme prendra ce bouleversement et comment pouvons-nous, les « aristocrates » de la planète en termes de richesse et de pouvoir, jouer un rôle constructif?

J'en viens ainsi à ISF et à vous, ses partisans et membres.

Ce qui a suscité mon intérêt pour ISF, quand Parker et George m'ont fait part de leur idée, en 2001, est que ceux-ci ne se berçaient pas de l'illusion qu'il fallait aux pays pauvres uniquement une dose du bon vieux talent des Canadiens pour résoudre les problèmes par l'entremise de jeunes ingénieurs, ni qu'il suffisait d'être Canadiens et de vouloir aider. Ils comprenaient la complexité du développement, l'importance des cultures locales et la façon dont les compétences et la technologie peuvent soit accroître la disparité, soit offrir des possibilités.

ISF s'est fixé un noble but en voulant devenir un des principaux acteurs du changement. Dans son rapport annuel, on découvre comment il crée ce rôle de leader : par l'*innovation*, une *vision* et de l'*influence* – par des idées et des approches nouvelles, un auto-examen rigoureux pour déterminer ce qui fonctionne ou pas, ainsi qu'en inspirant et même en talonnant les autres. Il a choisi un secteur, la profession d'ingénieur, peu présent (il faut bien le reconnaître) dans l'effort canadien de développement outre-mer. Il s'est aussi efforcé d'attirer l'attention et le soutien du milieu des affaires tout en défendant activement sa cause auprès des décideurs et du public. ISF supprime de nombreuses frontières : entre les mondes bénévole et à but lucratif, entre les orientations nationale et internationale de son programme, par l'âge et la diversité de ses membres et en alliant les compétences en génie à des connaissances tirées des sciences sociales.

L'organisme a échappé jusqu'à présent à certaines des illusions que j'ai signalées. Ainsi, il ne croit pas que nous possédons les remèdes aux maux d'autrui, que la technologie peut résoudre des problèmes enracinés dans une histoire, une culture ou des réalités socio-économiques que nous comprenons à peine, ou que les Canadiens n'ont pas à mériter le droit de collaborer avec d'autres à la résolution de ces questions transcendantes de notre époque. Nous méritons ce droit en demeurant modestes concernant notre pouvoir d'action, en appréciant les efforts d'autrui - et en acceptant de nous engager à apporter un changement dans notre propre société. J'ai lu avec intérêt un débat lancé sur un blogue ISF quand George a affiché un article à controverse remettant en question la pratique qui consiste à envoyer à l'étranger, pour apporter le changement, des personnes qui ne travaillaient pas à améliorer le sort de groupes défavorisés au pays. Vive et diversifiée, la réaction des membres indiquait qu'ils étaient justement nombreux à se poser cette question. Robert Fox, d'Oxfam, l'a très bien exprimé dans son allocution, disant « Nous avons la *possibilité* d'aider le Sud, nous avons l'*obligation* de changer notre propre pays. » Je dirais plus : Nous *méritons* la possibilité d'aider le Sud par la manière dont nous contribuons à améliorer la vie dans notre pays.

Au début, j'ai cité Dickens : « C'était l'époque la meilleure et la pire... ». C'était la pire à cause de la tourmente, de la violence de la Révolution française, du bouleversement qui a tout inversé – positions, autorité, richesse. Et c'était la meilleure époque pour les mêmes raisons – rejet des vieux systèmes devenus inefficaces, adoption des nouvelles valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité et naissance d'un ordre nouveau issu de la « destruction créatrice ».

Je crois que nous vivons une conjoncture semblable. Les changements environnementaux, une diminution de la population dans la plupart des pays industrialisés, une puissante réaffirmation des différences culturelles, le recours par des groupuscules au terrorisme pour atteindre leurs buts et l'émergence de nouveaux centres du pouvoir en Asie du Sud et en Extrême-Orient sont des forces convergentes qui nous obligeront à changer. Reste à *savoir si nos sociétés sont suffisamment*

résilientes pour s'adapter ou si l'ampleur des changements dépassera notre capacité de réagir. (Si vous croyez que j'exagère, allez en Europe de l'Ouest et constatez l'impact de ces forces et les craintes qu'elles suscitent dans une proportion croissante de la population.) Les pays riches verront-ils la dimension mondiale du problème, exigeant une solution mondiale, ou se retrancheront-ils dans une mentalité de « charité bien ordonnée commence par soi-même », pour ainsi dire en érigeant chez eux des digues contre la mer envahissante pendant que les Maldives, le Bangladesh et d'autres contrées disparaissent dans l'océan?

La réponse, à mon avis, se trouve dans les attributs que ISF a adopté comme stratégies : *innovation* – abandonner le *statu quo* et accepter les risques associés au changement, explorer des solutions de rechange, adapter nos institutions, aussi difficile que ce soit; *vision* – utiliser notre compréhension de la complexité et la pensée systémique ainsi que le savoir dérivé d'autres cultures et d'autres modes de résolution des problèmes; et *influence* – écouter les gens et faire valoir auprès du gouvernement, du milieu des affaires et du public ce que nous croyons être *bien, juste et nécessaire*. Il est encourageant de constater, relativement à l'environnement mais aussi à la pauvreté, à la santé et à l'énergie, des signes indéniables de l'émergence d'une conscience mondiale de la nature des problèmes et d'une volonté d'élaborer une réponse vraiment planétaire.

Vous, qui êtes membres de ISF et le soutenez, jouissez d'un grand avantage : vous comprenez déjà l'ampleur de la tâche à accomplir et avez décidé de vous impliquer pour contribuer à l'avènement d'un changement positif. Vous comprenez que, pour être efficaces, nous devons travailler avec d'autres, tant au Canada qu'à l'étranger. Vous écoutez vos partenaires outre-mer comme Patricia Lumano, cette fermière zambienne dont le profil figure dans votre rapport annuel, et vous transmettez aux autres Canadiens ce qu'elle vous a appris sur l'endurance, l'esprit d'initiative et le courage. Vous conscientisez les chefs d'entreprise, comme ceux qui viennent de créer le Committee to End Homelessness ici même à Calgary, des leaders qui ont compris et commencent à mobiliser le pouvoir et l'influence énormes du secteur privé pour convaincre les Canadiens de la nécessité du changement – et des possibilités qu'il offre!

Surtout, vous n'êtes pas entravés par les illusions qui ont bercé des personnes comme moi pendant si longtemps. Vous pouvez mettre à profit les compétences en analyse et en résolution de problèmes acquises durant votre formation en génie, ainsi que votre énergie et votre créativité sans limites pour faire en sorte que ISF et le Canada soient à l'avant-garde du mouvement mondial en vue du changement.

À qui me demanderait si je suis optimiste, si je crois la société occidentale suffisamment résiliente pour relever les défis que j'ai mentionnés aujourd'hui, je répondrais que l'importance n'est pas d'être optimiste ou pessimiste mais plutôt d'avoir de l'espoir. L'Optimisme pourrait se définir comme la croyance naïve que tout finira pour le mieux, mais l'Espoir reflète la conviction inébranlable qu'un changement positif est possible, que nous pouvons créer le monde que nous voulons pour nous-mêmes et pour nos

enfants. L'optimisme peut être passif, mais l'espoir nous force à agir, à faire notre part. Quand je vois ISF en action, que je regarde autour de moi dans cette salle, que je lis les comptes rendus de votre travail, il m'est impossible de ne pas espérer.

Robert F. Kennedy affirmait, à peu près au moment de mon départ pour l'Afrique : « *Chaque fois qu'une personne défend une idée ou agit pour améliorer le sort d'autrui, ou encore se bat contre l'injustice, elle envoie une minuscule onde d'espoir, et en se croisant, ces ondes qui proviennent d'un million de différents centres d'énergie et d'audace créent un courant capable d'emporter les plus solides barrages d'oppression et de résistance. »*

Vous êtes ces personnes, et j'ai espoir que vous et toutes ces ondes convergerez pour former un puissant tsunami qui amènera un avenir meilleur pour chaque être humain sur cette planète!

Merci.